



CENTRE REGIONAL DE LA CONVENTION DE BALE  
POUR LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE  
CRCB – AF

**RAPPORT DE L'ATELIER NATIONAL  
DE LANCEMENT DU PROJET DE REPLICATION DU PROBO KOALA COTE D'IVOIRE  
AU MAROC**

*Rapport Technique*



CONSULTANTS

DRISS. Zakarya & M. DIA Mamadou

(RABAT : 27-29 DECEMBRE 2011)

## Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>ABRÉVIATIONS .....</b>  | <b>3</b>  |
| <b>PREAMBULE .....</b>   | <b>4</b>  |
| <b>RAPPEL DES CHAMPS COUVERTS PAR LES CONVENTIONS INTERNATIONALES : BALE-ROTTERDAM-MARPOL-STOCKHOLM.....</b>   | <b>5</b>  |
| CONVENTION DE BALE.....  | 5         |
| CONVENTION DE ROTTERDAM SUR LA PROCEDURE DE CONSENTEMENT PREALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE APPLICABLE A CERTAINS PRODUITS CHIMIQUES ET PESTICIDES DANGEREUX QUI FONT L'OBJET D'UN COMMERCE INTERNATIONAL (PIC, PRIOR INFORMED CONSENT)..... | 5         |
| CONVENTION DE STOCKHOLM SUR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS (POP) .....   | 6         |
| CONVENTION INTERNATIONALE DE 1973 POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES NAVIRES ET SON PROTOCOLE DE 1978 (MARPOL).....  | 7         |
| <b>INSTITUTIONS IMPLIQUEES DANS LE SEMINAIRE SUR LA REPLICATION DU PROBO KOALA.....</b>  | <b>7</b>  |
| MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR .....   | 8         |
| MINISTÈRE DE LA SANTÉ .....  | 9         |
| DÉPARTEMENT DE L'EAU .....   | 9         |
| <i>ONEP</i> .....  | 10        |
| <i>Agences des bassins hydrauliques (ABH)</i> .....  | 10        |
| <i>DRPE</i> .....  | 11        |
| <i>Services de l'EAU</i> .....   | 12        |
| DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT .....   | 12        |
| DÉPARTEMENT DE L'ÉQUIPEMENT.....   | 13        |
| MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES .....  | 14        |
| DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE .....   | 14        |
| MINISTÈRE DE LA JUSTICE .....  | 15        |
| GENDARMERIE ROYALE .....   | 15        |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES PÊCHES MARITIMES .....   | 16        |
| OFFICE NATIONAL DE LA SECURITE ALIMENTAIRE (ONSSA).....  | 16        |
| DIRECTION DES INDUSTRIES DE LA PÊCHE .....   | 18        |
| HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS (HCEFLCD) .....   | 18        |
| MINISTÈRE DES FINANCES .....   | 18        |
| OFFICE DES CHANGES ET DOUANES .....  | 18        |
| <b>DEMARCHE ADOPTEE POUR L'IDENTIFICATION DES BESOINS ET DES LACUNES JURIDIQUES ET REGLEMENTAIRES .....</b>  | <b>19</b> |
| <b>RECOMMANDATIONS .....</b>   | <b>28</b> |
| <b>PERSPECTIVES .....</b>  | <b>29</b> |
| ANNEXE 1: GROUPES DE PARTICIPANTS .....  | 30        |
| ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS .....  | 33        |
| ANNEXE 3 : MATRICE D'ÉVALUATION .....  | 38        |

## Abréviations

|                |  |
|----------------|--|
| <b>ABH</b>     | Agences de Bassin Hydraulique  |
| <b>DRC</b>     | Direction de la Réglementation et du Contrôle                                |
| <b>DRPE</b>    | Direction de la Recherche et de la Planification de l'Eau                    |
| <b>DSPR</b>    | Direction de la Surveillance et de la Prévention des Risques                 |
| <b>GR</b>      | Gendarmerie Royale   |
| <b>HCEFLCD</b> | Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification |
| <b>MEMEE</b>   | Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement            |
| <b>MET</b>     | Ministère de l'Equipement et du Transport                                    |
| <b>ONEP</b>    | Office Nationale de l'Eau Potable  |
| <b>SEEE</b>    | Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement                     |
| <b>MPM</b>     | Ministère des Pêches Maritimes   |
| <b>DIB</b>     | Déchets Industriels Banals   |
| <b>DD</b>      | Déchets industriels dangereux  |
| <b>DS</b>      | Déchets industriels Spéciaux   |
| <b>BMH</b>     | Bureau Municipal d'Hygiène   |

## Préambule

La protection de l'environnement est devenue, à l'heure actuelle, plus qu'une volonté des pays, mais bien une nécessité. Ce besoin est motivé tant par la volonté des pays à sauvegarder leurs ressources et par voie de conséquence de la planète, que par l'éveil de citoyens à aspirer à une qualité de vie meilleure.

En effet, de nos jours, la pollution des uns n'est plus liée uniquement à leur manière de gérer leur environnement, mais bien également par des incidences provenant d'un laisser aller des opérateurs et divers intervenants à travers cette planète. Le meilleur exemple à brandir restera la circulation des bateaux, , à travers les océans et mers qui rend le risque des accidents majeurs constamment élevé.

Devant cette recrudescence d'accidents et d'évènements, les pays mettent en place, à des vitesses différentes, des arsenaux juridiques et réglementaires limitant ou prévoyant la pollution. Pour ce qui est des risques externes, la communauté internationale a mis en place des traités et conventions qui ont été ratifiés par la plupart des pays dont le MAROC. Parmi les conventions internationales relatives à la gestion des polluants, il y a lieu de citer : la convention de Bâle pour les mouvements transfrontaliers des déchets, la convention de Stockholm pour la gestion des produits organiques persistants, la convention de MARPOL pour la gestion des polluants en mer et la convention de Rotterdam pour la gestion des produits chimiques.

La mise en place, très avancée de ces conventions a permis de réaliser une importante avance en matière de protection des écosystèmes et la population contre le polluant pré cités. Cependant, compte tenu du champ couvert pour chaque convention, il a été constaté que des lacunes ont été identifiées et qui méritent d'être comblées par une meilleure applicabilité, voir amendement des conventions et leur transcription intelligente dans la législation des pays.

L'évènement lié au PROBO KOALA-COTE D'IVOIRE reste un exemple à méditer pour illustrer les lacunes laissées sans réponse, par les conventions internationales. Le présent document relate les insuffisances identifiées au niveau du MAROC, suite à la tenue de l'atelier de décembre 2011.

## Rappel des champs couverts par les conventions internationales : BALE-ROTTERDAM-MARPOL-STOCKHOLM

Le chapitre suivant présente le contenu et la portée des quatre conventions internationales dites de BALE, MARPOL, ROTTERDAM ET STOCKHOLM.

### ***Convention de Bâle***

La convention de Bâle vise à la fois les déchets dangereux et les « autres déchets », mais le dispositif contraignant mis en place ne concerne que les déchets dangereux.

La dangerosité est définie selon deux modalités ; la Convention liste dans son annexe I une série de substances à contrôler dont la dangerosité est établie grâce à des critères définis dans l'annexe III et issus des normes du transport international : toxique, explosif, corrosif, inflammable, comburant, infectieux et écotoxique. Les déchets dangereux entendus comme tels par les législations nationales des Etats Parties entrent également dans le champ de la Convention. Les déchets les plus nombreux, au sens de la Convention, sont issus des activités industrielles et des exploitations minières mais ils comprennent aussi les déchets des hôpitaux, des laboratoires, des pharmacies. Le principe fondateur de la Convention est le principe de la « gestion écologiquement rationnelle ». Ce principe est entendu comme « toutes mesures pratiques permettant d'assurer que les déchets dangereux ou d'autres déchets sont gérés d'une manière qui garantisse la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les effets nuisibles que peuvent avoir ces déchets ». La convention définit un système de contrôle fondé sur le consentement préalable donné en connaissance de cause, au moyen de notifications.

La convention de Bâle a été adoptée le 22 mars 1989 et ratifiée par 156, son entrée en vigueur a été le 5 mai 1992.

### ***Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (PIC, Prior Informed Consent)***

Cette convention a été adoptée à l'instigation du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et

l'agriculture (OAA), à la suite de l'accord de principe intervenu lors du Sommet de la terre de Rio de Janeiro en 1992 (chapitre 19 de l'Agenda 21) sur l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant avant l'an 2000. Avant son adoption, il n'existait pas de texte international juridiquement contraignant. Le commerce international des produits chimiques et pesticides dangereux faisait l'objet de programmes de régulation volontaires. Un premier mécanisme, dit « directives de Londres », avait été adopté en 1987. Il avait été renforcé en 1989 par la mise en place d'un mécanisme de « consentement préalable en connaissance de cause ». La Convention de Rotterdam a pour objectif de généraliser et de rendre obligatoire cette procédure prudentielle. Les Etats Parties ont précisé dans le préambule que cette convention ne s'intégrait pas dans une hiérarchie entre accords internationaux. Elle n'est donc ni subordonnée, ni supérieure à d'autres accords environnementaux ou commerciaux. Au contraire, les Etats considèrent « que les politiques commerciales et environnementales devraient être complémentaires afin d'assurer l'avènement d'un développement durable ».

La convention a été adoptée à Rotterdam le 19 septembre 1998 et entrée en vigueur le 24 Février 2004 après ratification par 63 pays.

### ***Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POP)***

Contenu : Dans la négociation, comme dans celle de la convention de Rotterdam, l'action de l'Union européenne a été déterminante pour intégrer le principe de précaution et le principe pollueur-payeur comme fondements de cette Convention, alors qu'un certain nombre de pays, les Etats-Unis, le Japon, la Suisse, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, s'opposaient pour des raisons d'intérêt et de principe à toute interférence entre le droit commercial et le droit environnemental. Cette convention vise à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nocifs de douze substances chimiques présentant des caractéristiques communes en termes de persistance, d'accumulation dans les organismes vivants, de mobilité et de toxicité. Pour ce faire, elle interdit la production, l'importation et l'exportation des substances les plus nocives et demande aux Parties d'adopter des mesures propres à réduire ou éliminer les rejets résultant de la production et de l'utilisation intentionnelle d'autres substances. Afin de réduire ou éliminer les rejets résultant d'une production non intentionnelle, elle recommande l'application

des "meilleures techniques disponibles" et des "meilleures pratiques du point de vue environnemental", qu'elle présente.

La convention de Stockholm a été adoptée le 22 mai 2001 par la quasi- totalité des 151 Etats et la Communauté européenne. Elle a été ratifiée par 33 pays et entrée en vigueur le 17 mai 2004.

### ***Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires et son protocole de 1978 (MARPOL)***

Cette convention a pour objectif de préserver le milieu marin en assurant l'élimination de la pollution accidentelle par les hydrocarbures et autres substances nuisibles et en minimisant le déversement accidentel de ces substances. Elle tend à réprimer toutes les formes de pollutions survenues à l'occasion de l'exploitation des navires c'est-à-dire non seulement la pollution par les hydrocarbures mais encore celles provenant des eaux usées, des produits chimiques et d'autres substances nuisibles. Elle régleme nte aussi les rejets de déchets par les navires, interdisant notamment les rejets de plastique sous toutes ses formes (annexe V). Elle vise également à réduire les émissions atmosphériques nocives provenant des navires (annexe VI, en cours de ratification). Elle a succédé à une convention de 1956 « pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures ». En ce qui concerne la pollution par hydrocarbures, elle régleme nte rigoureusement les rejets, interdits dans certaines zones et soumis à des conditions très strictes ailleurs. Elle comporte en outre des prescriptions techniques relatives à la construction et à l'exploitation des pétroliers, prévoyant par exemple la présence d'équipements techniques destinés à prévenir la pollution.

En juin 2001, l'OMI a décidé de renforcer le contrôle de la structure de ces navires et d'accélérer l'élimination des bateaux à simple coque les plus anciens.

La convention de MARPOL a été adoptée le 17 février 1978 et entrée en vigueur.

### **Institutions impliquées dans le séminaire sur la réplique n du PROBO KOALA**

Pour mieux cerner les prérogatives des institutions et organismes ayant des responsabilités en matière de contrôle environnemental, des réunions ont été tenues avec les responsables des structures chargées de cette mission. Egalement le recours au Bulletin Officiel et au site web

desdites institutions a été d'une grande utilité. La démarche suivie consiste à sérier en premier lieu les départements ministériels et second lieu les organismes et les institutions

Les données collectées auprès des institutions contactées ou puisées au niveau de leurs portails officiels, sont synthétisées ci-après.

## ***MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR***

Les collectivités locales, sont une véritable base de contrôle et de gestion de l'environnement, sur leur territoire s'opère des actions de préservation des écosystèmes. Paradoxalement, elles ont la charge de sauvegarder les écosystèmes par la prise en charge de nombreuses tâches, telle la gestion des déchets solides, la collecte et l'épuration des eaux usées, l'autorisation ou la fermeture d'un établissement insalubre, etc.

De nombreuses tâches sont affectées à la collectivité locale, dans le cadre de la charte communale et d'autres leurs sont transférées par des institutions nationales.

Outre son rôle d'exécutif, le conseil communal, joue donc un rôle, en matière de police administrative (article 50 de la charte communale). Il exerce ces pouvoirs par voie d'arrêtés réglementaires et de mesures individuelles, portant autorisation, injonction ou interdiction, dans les domaines de l'hygiène, de la salubrité et de la tranquillité publique.

Parmi les tâches de contrôle de la collectivité locale, il y a l'habitat non réglementé ou insalubre. Cette tâche est assurée par le corps des administrateurs rattachés à la collectivité locale, à savoir, les techniciens et ingénieurs, secondés par le personnel auxiliaire et d'autres corps de contrôle tel que la Gendarmerie Royale et la Police nationale.

Les collectivités locales sont également impliquées de manière directe dans la protection de l'environnement, notamment l'hygiène et la sécurité à l'égard de produits médicaux et alimentaires. Dans ce sens, une commission contrôle l'élimination des produits primés ou des déchets (BMH<sup>1</sup>) est chargée de contrôler l'élimination de ces produits.

---

<sup>1</sup> BMH : Bureau municipaux d'hygiène



La collectivité locale rencontre de nombreuses entraves dans l'exécution de ses prérogatives, on en cite :

- ✓ Les moyens humains et techniques insuffisants,
- ✓ La multiplicité des structures centrales et territoriales avec une évolution institutionnelle plus rapide que l'internalisation des concepts,
- ✓ La répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités Locales et entre les collectivités locales proprement dites : la nécessité de définir et de clarifier les responsabilités des différents acteurs du développement.
- ✓ Faibles ressources financières, on note la faiblesse des recettes propres des collectivités locales, recours limité à l'emprunt, prédominance des dépenses de fonctionnement au détriment de l'investissement.
- ✓ Qualification des ressources humaines: un effectif global de 146.535 fonctionnaires et agents et un taux d'encadrement de l'ordre de 9% et la rareté des cadres et techniciens compétents en matière de protection de l'environnement.
- ✓ Au niveau du corpus juridique régissant l'environnement: malgré les efforts entrepris, on remarque toujours l'absence de l'effectivité des lois et des règlements (exemple de l'article 77 de la Loi n°11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement).
- ✓ Au niveau de l'expertise en matière de protection de l'environnement : les collectivités locales se heurtent à des difficultés pour la mise en œuvre de leurs attributions.

### ***MINISTÈRE DE LA SANTÉ***

Le Ministère de la santé parmi ses missions fondamentales, le contrôle des établissements hospitaliers et sanitaires. C'est la DELM, qui est la structure chargée du contrôle, objet de la circulaire en date du 4 juillet 1994 adressée par le ministre de la santé aux délégués du ministère de la santé dans les wilayas, préfectures et provinces du Royaume.

### ***DÉPARTEMENT DE L'EAU***

Parmi les écosystèmes environnementaux, la composante « eau » est à la fois vitale et vulnérable. Le département de l'eau est actif, par le biais de quatre principales structures :

- ✓ Les services de l'eau
- ✓ L'ONEP
- ✓ Les Agences des bassins hydrauliques,
- ✓ La DRPE

L'intervention de chacune d'entre elles dans le contrôle, est décrite ci-après.

### **ONEP**

L'ONEP est une institution nationale en charge de la production et parfois la distribution de l'eau potable et l'assainissement. Cette fonction l'amène à contrôler la qualité des ressources en eau et de ce fait assurer l'usage durable de cette denrée. L'ONEP privilégie également des actions qui, dans le cadre de ses activités, visent la protection de l'environnement.

### **Agences des bassins hydrauliques (ABH)**

Les agences des bassins hydrauliques sont le fruit de la loi 10-95, visant à protéger les ressources en eau du Maroc, tant sur le plan de leur qualité que leur quantité. Ces agences sont au nombre de neuf, ayant une autonomie financière, et s'identifiant aux bassins hydrographiques suivants :

- Sebou,
- Oum Er Rbia,
- Tensift,
- Loukkos,
- Souss-Massa-Draa,
- Moulouya
- Bouregreg-Chaouia
- Guir-Ziz-Ghris
- Sakia El Hamra-Oued Eddahab

La préservation de la qualité des ressources en eau conjuguée au contrôle de leur pollution constituent une préoccupation permanente des agences. Ainsi le plan d'action des ABH, comprend les opérations courantes de suivi des indicateurs de l'état de qualité des ressources

en eau et d'inventaire des différentes sources de pollution et les moyens de contrôle de la pollution.

Comme autre cadre d'intervention des ABH, il y a lieu de citer le contrôle de l'applicabilité des engagements des promoteurs dans le cadre des études d'impact sur l'environnement. Ce contrôle vise à vérifier la conformité des rejets lorsqu'ils sont effectués dans le milieu récepteur, la dotation en eau, la profondeur des ouvrages de prise d'eau.

Les moyens mis en œuvres sont les laboratoires et les techniciens dont disposent les agences des bassins hydrauliques. Les difficultés rencontrées dans la réalisation du contrôle, sont :

- ✓ Insuffisance des moyens dont dispose chaque agence, notamment celles où se trouve une forte densité de sources de pollution (Sebou, Bouregreg-Chaouia, Sous Massa, Loukous). Ainsi les moyens de l'Agence du bassin hydraulique de Bouregreg Chaouia sont largement sous dimensionnés par rapport à la densité des unités industrielles dans la zone,
- ✓ Qualification du personnel,

## **DRPE**

La Direction de la planification et de la recherche sur l'eau procède régulièrement à l'évaluation qualitative des ressources en eau afin d'établir une situation de la qualité des ressources en eau au niveau national, de préciser les tendances de son évolution et de définir les principales causes qui l'affectent. Ces informations sont nécessaires à l'établissement d'une politique de restauration et de sauvegarde de la qualité de l'eau et la prise de décision en temps réel dans la gestion et la planification des ressources en eau.

C'est une institution qui ne procède pas de manière directe au contrôle et à la verbalisation, mais reste la pierre angulaire pour la mise en place des moyens de protection et d'évaluation de la qualité de l'eau, ainsi que les normes de rejet spécifiques, véritable standard pour le contrôle. Elle fournit donc par le biais des seuils de rejets, les outils nécessaires à la police de l'eau.

La DRPE est une structure, forte par son potentiel élevé en cadres techniques compétents, ayant capitalisé une longue pratique des outils de contrôle.

## **Services de l'EAU**

Les services de l'eau assurent la police de l'eau et sont localisés au niveau régional et provincial. Ces services sont donc des structures délocalisées du département de l'eau, dont la tâche est le contrôle de la conformité des riverains et autres exploitants à l'égard de la réglementation nationale. Parmi ces tâches figurent, le creusement des puits et des forages, le respect de leur profondeur, la prise d'eau au niveau de la nappe ou des eaux de surface.

## ***Département de l'environnement***

La mission du contrôle environnemental est l'une des prérogatives les plus fondamentales du Département de l'Environnement. Il a pour missions d'animer, de susciter, de promouvoir et de coordonner, en relation avec les départements ministériels concernés, l'action gouvernementale en matière de gestion de l'environnement et en suivre l'exercice et particulièrement en matière d'application des lois environnementales de procéder aux contrôles qui lui sont dévolus par la législation en vigueur.

La Direction de la Réglementation et du Contrôle qui constitue la principale structure au sein du Département de l'Environnement concernée par le système de contrôle de l'environnement.

La direction de la réglementation et du contrôle est chargée de :

- ✓ Contribuer au renforcement du cadre institutionnel et juridique relatif à l'environnement ;
- ✓ Veiller, en liaison avec les départements et parties concernés, à l'établissement et à l'application des normes et règlements relatifs à la protection et à l'amélioration de la qualité de l'environnement ;
- ✓ Initier les projets de textes relatifs aux normes de rejets et servitudes pour les installations et en assurer l'actualisation et la révision ;
- ✓ Veiller à l'application de la législation et de la réglementation en matière d'environnement et procéder régulièrement à des contrôles et inspections en collaboration avec les ministères concernés ;

- ✓ Recueillir les informations relatives à des atteintes à l'environnement, proposer des mesures de nature à y mettre fin et suivre les contentieux en matière d'environnement ;

Le Département de l'Environnement a également en charge le contrôle des unités productives, pour leur conformité vis-à-vis de la réglementation environnementales en général : loi sur les déchets, loi sur l'air, décret sur les PCB, etc.

Le potentiel de contrôle reste très en deçà des besoins de ce département pour les raisons suivantes :

- ✓ Contraintes liées au renforcement des capacités en nombre pour assurer la charge de cette tâche,
- ✓ Contraintes liées au statut de l'inspecteur
- ✓ Contraintes liées au Faible équipement des instruments techniques nécessaires au contrôle,
- ✓ Absence d'un système d'information géographique indiquant les sites potentiels à contrôler et leur hiérarchisation
- ✓ Contraintes liées aux constatations des infractions et de rédaction de procès verbaux
- ✓ Contraintes liées à la faible coordination avec les autres polices sectorielles

### ***DÉPARTEMENT DE L'ÉQUIPEMENT***

Le département de l'équipement, planifie et réalise les projets structurants à l'échelle nationale. Il a également en charge l'autorisation d'ouverture des carrières et celle des établissements classés. Pour ces deux activités, il dispose de structures de contrôle pour vérifier la conformité des projets au dahir de 1914 d'une part et à la circulaire de 1987 sur les carrières ainsi que la réglementation sur le littoral.

L'étendue des activités sus citées font que le département de l'équipement a des difficultés pour mener à bien ses tâches de contrôle, malgré la délocalisation de ses services (directions provinciales et régionales de l'équipement).

Le contrôle de la conformité des établissements classés demeure insuffisant mais surtout en deçà des attentes en termes de qualité du contrôle, en raison de la qualification des membres des commissions chargées de ce contrôle.

### ***MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES MINES***

Ce ministère a en charge le contrôle dans le domaine minier, s'appuyant entre autres sur le dahir de 1914, le règlement minier de 1951 et la loi du 23 février 1973 relative à l'importation, stockage, reprise en raffinerie des hydrocarbures ainsi que ses textes d'application (en particulier Arrêté 2005 fixant les nouvelles caractéristiques des grands produits pétrolier (gasoil et essence sans plomb). Il fait aussi appel au règlement général sur les gaz de pétrole liquéfié et aux textes relatifs aux explosifs à usage civil. Dans ce sens, la conformité des installations d'énergie, qui est en lien avec le volet environnemental, est de son ressort.

Le contrôle de la conformité des installations d'énergie se fait souvent à l'occasion de l'octroi des autorisations, mais rarement pendant la période de fonctionnement. Ceci limite la portée environnementale du contrôle effectué par ce département.

### ***DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE***

Le contrôle de la conformité à la réglementation dans les secteurs de l'eau, l'air, le littoral, etc. sont couverts par des institutions citées précédemment. A ces secteurs, vitaux pour la population, il y a lieu d'ajouter la qualité des produits manufacturés, dont une grande partie est régie par des normes d'emballages et de production. C'est le rôle du ministère du commerce et de l'industrie de veuille à la mise en place, le suivi et le contrôle de la conformité à ces normes.

Le Ministère à travers sa direction de la qualité et normalisation se charge de la promotion de la Normalisation, de la Qualité et de la Métrologie, le contrôle des produits industriels et des instruments de mesure. Le ministère assure également la coordination des travaux des comités de normalisation, la gestion du système de certification et l'accréditation, le contrôle et promotion des produits de la qualité des produits industriels, la gestion du système national de métrologie industrielle, et la gestion du système de la propriété industrielle.

La conformité aux normes marocaines est attestée par l'attribution d'un certificat ou matérialisée par l'apposition d'une marque de conformité aux normes. Certains produits normalisés, répondant également à des spécifications particulières, pourront bénéficier d'une marque distinctive appelée «label». La certification des personnes est matérialisée par l'attribution d'un certificat de qualification dans des domaines bien déterminés.

Le ministère de l'industrie contrôle également la conformité des industriels aux normes obligatoires. C'est l'exemple de la conformité des sacs biodégradables à la composition imposée dans la norme ou la conformité des mêmes sacs en plastique à la norme interdisant la couleur noire.

La difficulté du contrôle réside néanmoins dans l'insuffisance du personnel de contrôle, compte tenu de la dispersion des unités à travers tout le Royaume et la limitation du nombre de contrôleurs que sont les délégués du ministère.

### ***MINISTÈRE DE LA JUSTICE***

Les attributions du ministère de la justice en matière de contrôle sont définies par le décret n°2-98-385 du 23 juin 1998. Sa DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES a pour rôle, notamment :

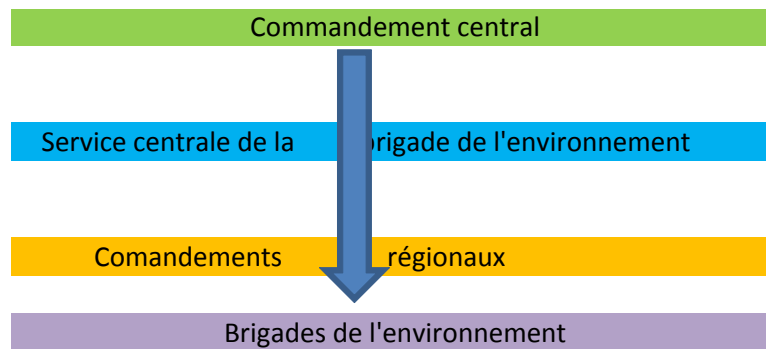
- ✓ D'assurer le contrôle de l'action du ministère public dans les domaines relevant de sa compétence.
- ✓ D'assurer le suivi des affaires de droit civil, familial, commercial et administratif
- ✓ De veiller au bon fonctionnement des juridictions dans les domaines de sa compétence

Le rôle de ce département est primordial dans la mise en application des lois et dans l'orientation de la police nationale de l'environnement.

### ***Gendarmerie Royale***

La Gendarmerie Royale a créée une brigade de l'environnement qui contrôle les sources de pollution et de risques. Elle accompagne également d'autres corps de contrôle dans l'exercice de leur fonction. Il s'agit par exemple de la répression des fraudes concernant les produits de la mer, le contrôle de l'habitat insalubre en milieu rural, et la conformité des viandes dans les abattoirs en milieu rural.

La taille de la brigade reste modeste pour permettre un contrôle fréquent à l'échelle nationale, mais la présence géographique de la Gendarmerie Royale laisse penser qu'elle peut servir de tremplin ou d'appui pour la mise en place, à court terme, d'une police de l'environnement. Cependant, la qualification des forces de la gendarmerie doit être mise à niveau pour améliorer l'efficacité du contrôle et son efficience.



**Figure 1 : Organisation de la brigade de l'environnement de la Gendarmerie Royale**

### ***MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES PÊCHES MARITIMES***

Ce ministère regroupe en son sein plusieurs structures en charge du contrôle de diverses natures. Il s'agit de l'ONSSA, la Direction de l'élevage, l'établissement de contrôle et de coordination des exportations, la direction de la pêche, l'ONICL. Les missions de chacune d'entre elles, est détaillée ci-après.

#### ***Office national de la sécurité alimentaire (ONSSA)***

Les attributions et les missions de l'Office de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires sont définies explicitement par l'Article 2 de la loi n° 25-08 portant sa création, qui dispose ce qui suit:

- Appliquer la politique du gouvernement en matière de sécurité sanitaire des végétaux, des animaux et des produits alimentaires depuis les matières premières jusqu'au consommateur final, y compris les denrées destinées à l'alimentation des animaux;
- Assurer la protection sanitaire du patrimoine végétal et animal national et contrôler les produits végétaux et animaux ou d'origine végétale ou animale, y compris les produits de la pêche, à l'importation, sur le marché intérieur et à l'exportation;



- Assurer le contrôle sanitaire des animaux et contrôler leur identification et leurs mouvements;
- Appliquer la réglementation en vigueur en matière de police sanitaire vétérinaire et phytosanitaire;
- Procéder à l'analyse des risques sanitaires que peuvent engendrer les produits alimentaires et les denrées destinées à l'alimentation des animaux sur la santé des consommateurs ainsi que les agents pathogènes pour la santé des végétaux et des animaux;
- Contrôler les maladies des végétaux et des animaux, les produits issus des végétaux et des animaux, les denrées destinées à l'alimentation des animaux, les médicaments vétérinaires ou tout autre produit destiné à l'usage de la médecine et de la chirurgie vétérinaires;
- Délivrer les autorisations ou les agréments sanitaires, selon le cas, des établissements dans lesquels les produits alimentaires et les denrées destinées à l'alimentation des animaux sont produits, fabriqués, traités, manipulés, transportés, entreposés, conservés ou mis en vente, à l'exception des halles aux poissons, des navires de pêche, des barges flottantes et des unités de traitement, de production, de transformation, de conditionnement et de conservation des produits et sous-produits de pêche maritime;
- Emettre son avis en ce qui concerne la conformité sanitaire des établissements de pêche maritime visés au paragraphe précédent avant leur agrément;
- Contrôler et procéder à l'enregistrement des médicaments vétérinaires et des établissements pharmaceutiques vétérinaires;
- Contrôler les additifs alimentaires, le matériel de conditionnement, les produits et matériaux susceptibles d'entrer en contact avec les produits alimentaires ainsi que les engrais et les eaux d'irrigation;
- Autoriser et/ou enregistrer les exploitations d'élevage;
- Contrôler et procéder à l'homologation des pesticides et à l'agrément des établissements qui les produisent, les importent ou les exportent;
- Contrôler et procéder à la certification des semences et des plants et à l'agrément des établissements qui les produisent, les importent ou les exportent.

Sur le plan de la protection des végétaux, l'ONSSA est chargée du contrôle portant sur les produits alimentaires, agricoles, industriels, sur le plan quantitatif, qualitatif et de fraude.

Les missions de l'ONSSA concernent également le contrôle des produits agro-alimentaires d'origine animale ou végétale destinés à l'exportation depuis l'agrèage des installations conditionnant ou fabricant des produits jusqu'au contrôle technique à l'exportation du produit fini en passant par son conditionnement ou sa transformation.

Toutes ces tâches de contrôle concernent de près ou de loin le contrôle environnemental puisqu'elle touche directement la qualité de vie de la population.

### **Direction des Industries de la Pêche**

Cette structure est chargée d'une mission relative à la préservation de la qualité et la valorisation des produits de la mer ainsi que l'agrément des unités de traitement sur le plan de la qualité du produit et de la normalisation des installations. Elle procède donc au contrôle pour vérifier la conformité des établissements aux normes établies.

### ***Haut commissariat aux eaux et forêts (HCEFLCD)***

Le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts gère le patrimoine national en eaux intérieures et en forêts et veille à l'exploitation du domaine forestier. La préservation de son domaine lui octroie les prérogatives de contrôle à travers sa direction du domaine forestier, des affaires juridiques et du contentieux.

Le HCEFLCD assure également la protection de la chasse et de la pêche dans les eaux intérieures.

## ***MINISTERE DES FINANCES***

### ***OFFICE DES CHANGES ET DOUANES***

L'office des changes est une institution qui fait partie du ministère des finances. Il s'occupe de la traçabilité des transactions commerciales entre le Maroc et les pays étrangers. De par cette

position, l'office des changes est concerné par la nature des produits transitant par la frontière et les risques inhérents à ces produits.

Les services des douanes sont à même d'évaluer ces risques puisqu'ils contrôlent la nature et la conformité des produits.

## **Démarche adoptée pour l'identification des besoins et des lacunes juridiques et réglementaires**

Les chapitres précédents ont permis de mettre en exergue les institutions impliquées dans la mise en œuvre de manière directe ou indirecte des conventions de BALE, ROTTERDAM STOCKHOLM ET MARPOL.

La tenue de l'atelier a permis de montrer à ces institutions la portée de chaque convention, la présentation du cas PROBO KOALA-COTE D'IVOIRE et de là, les défaillances ou les lacunes juridiques et réglementaires.

Suite aux différentes présentations de l'expert régional, Mr Dia, des travaux de groupes ont eu lieu, permettant de fournir des fiches d'interaction entre l'institution et les conventions. De ces fiches ressortiront, après compilation et analyse, les besoins en renforcement des capacités juridiques, réglementaires et sur le plan de la sensibilisation et communication.

Le programme dispensé durant l'atelier est le suivant :

### **Séance 1**

- Installation **d'un bureau** composé d'un Président et de deux rapporteurs pour l'organisation du déroulement de l'atelier.
- Présentation des **objectifs de l'atelier** et de la matrice d'évaluation des lacunes et besoins en termes de moyens juridiques, réglementaires et institutionnels,
- Projection /présentation relative à la catastrophe du PROBO-KOALA en **Côte d'Ivoire**,
- Présentation des quatre conventions (Bâle, Rotterdam, Stockholm et MARPOL)
- **Débat :**
  - *aspects juridiques et techniques* relatives aux 4 conventions,

- état d'avancement quant à leur mise en œuvre au Maroc,
- aspects juridiques, techniques, sociales et économiques relatives et à l'incident de PROBO KOALA.

## Séance 2

- Création de 3 groupes de travail :
  - Gestionnaire des conventions (Départements Ministériels concernés,...),
  - Utilisateurs (Ministères, Entreprises privées, Associations professionnelles.... )
  - Communication (Départements Ministériels et Société Civile)
- Travail de groupes sur les matrices.

## Séance 3

- Discussions et échanges entre Consultants quant aux résultats de l'atelier.

A l'issue de cet atelier :

- Une matrice synthétisant les préoccupations des participants a été présentée.
- Des échanges ont porté sur 2 points :
  - ✓ interventions/prérogatives des structures présentes en rapport avec les 4 conventions et par cycle de gestion des produits chimiques,
  - ✓ correspondantes entre structures et conventions,

Des recommandations d'ajout de quelques items à la matrice ont été proposées,

Une synthèse générale a été exposée se rapportant :

- aux lacunes juridiques,
- aux besoins en termes de renforcement des capacités des structures présentes à l'atelier,
- à l'appropriation du projet par les participants. à s'approprier du projet

A l'issue de la synthèse générale ont été identifiés :

- 18 points correspondants aux lacunes juridiques
- 32 points correspondants aux besoins
- 5 points correspondant aux renforcements de capacités

A la fin de cet atelier, les participants ont adopté à l'unanimité les **recommandations** (11 au total) et ont pris connaissance des **perspectives et la suite réservée à cet atelier**.

**A noter que les participants ont été groupés en trois groupes comme montré en annexe 1.**

***Fiche type d'évaluation remplie par chaque institution***

La fiche type remplie par chaque institution est donnée ci-après.



**CENTRE REGIONAL DE LA CONVENTION DE BALE  
POUR LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE  
CRCB – AF**



---

**Projet**

**Elaboration d'une stratégie pour la gestion écologiquement rationnelle  
des déchets et produits chimiques dangereux**

**MATRICE D'ANALYSE DES BESOINS  
ET LACUNES JURIDIQUES**

---

**Organisme ou Structure:**

**Responsable**

Nom et Prénoms :

Fonction :

Contacts

✓ Tél :

✓ Email :

✓ Adresse postale:

RABAT le 27-29 DECEMBRE 2011

## NOTE INTRODUCTIVE

Ce document est conçu comme un outil méthodologique d'évaluation.

Le groupe d'expert a opté pour une approche « life cycle » en référence au programme [SAICM](#)<sup>2</sup> (Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques)

La matrice d'évaluation comprend les 3 entrées suivantes :

- le statut réglementaire et institutionnel du secteur ou de la structure
- les produits, substances chimiques et déchets par cycle de vie dans le secteur
- la réglementation applicable à ces produits, substances chimiques et déchets par rapport aux conventions de Bâle, Stockholm, Rotterdam et MARPOL

Les phases de cycle de vie prises en compte sont l'importation et l'exportation, la production, le transport, le stockage, la distribution, l'utilisation, la destruction et le recyclage des produits, substances chimiques et déchets.

### Correspondances entre les Phases de cycle de vie et les AEM

| Cycles de vie / Conventions | Bâle                 |         | Stockholm            |         | Rotterdam            | MARPOL               |         |
|-----------------------------|----------------------|---------|----------------------|---------|----------------------|----------------------|---------|
|                             | Substances chimiques | Déchets | Substances chimiques | Déchets | Substances chimiques | Substances chimiques | Déchets |
| Import / Export             |                      | x       |                      | x       | x                    |                      | X       |
| Production                  |                      | x       |                      |         | x                    |                      | X       |
| Transport                   |                      | x       |                      | x       |                      |                      |         |
| Stockage                    |                      | x       |                      | x       | x                    |                      | X       |
| Distribution                |                      | x       |                      | x       | x                    |                      |         |
| Utilisation                 |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Destruction                 |                      | x       |                      | x       | x                    |                      | X       |
| Recyclage                   |                      | x       |                      | x       | x                    |                      | X       |

*Ce tableau devra être validé à la fin de l'étude*

<sup>2</sup> [http://www.saicm.org/documents/saicm%20texts/SAICM\\_publication\\_FR.pdf](http://www.saicm.org/documents/saicm%20texts/SAICM_publication_FR.pdf)

# Fiche 1

## Analyse du cycle de vie des produits et substances chimiques

| Cycles de vie / Conventions | Bâle                 |         | Stockholm            |         | Rotterdam            | MARPOL               |         |
|-----------------------------|----------------------|---------|----------------------|---------|----------------------|----------------------|---------|
|                             | Substances chimiques | Déchets | Substances chimiques | Déchets | Substances chimiques | Substances chimiques | Déchets |
| Import / Export             |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Production                  |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Transport                   |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Stockage                    |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Distribution                |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Utilisation                 |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Destruction                 |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Recyclage                   |                      |         |                      |         |                      |                      |         |

|    |  |
|----|--|
| 1  | Importation de déchets dangereux Annexe 8 de la Convention de Bâle<br>Notifications de transfert pour les déchets qui ne peuvent pas être éliminés en CI |
| 2  | Idem 1 pour les déchets Stockholm -  |
| 3  | Substances Rotterdam périmées ( PCB, mercure, ..., pesticides  |
| 4  | Déchets dangereux produits par les industries et à éliminer de manière écologiquement rationnelle  |
| 5  | Elimination des déchets MARPOL provenant de l'activité de transport maritime   |
| 6  | Stockage de déchets dangereux  |
| 7  | Stockage de pesticides et PCB – idem 6   |
| 8  | Stockage de substances Rotterdam   |
| 9  | stockage déchets MARPOL  |
| 10 | Distribution de déchets :huile usées, solvants, mercure, pesticides, ...   |
| 11 | Idem 10 pour déchets Stockholm   |
| 12 | Idem 10 pour déchets Rotterdam   |
| 13 | Elimination déchets Bâle   |
| 14 | Idem 13 – déchets Stockholm  |
| 15 | Idem 14 – Déchets Rotterdam  |
| 16 | Elimination déchets MARPOL   |
| 17 | Recyclage Déchets Bâle   |
| 18 | Recyclage Déchets Stockholm  |
| 19 | Recyclage Déchets Rotterdam  |



## **Fiche 2**

### **Correspondances entre la structure et les conventions**

| <b>Structure / Convention</b> | <b>Bâle</b> | <b>Stockholm</b> | <b>Rotterdam</b> | <b>MARPOL</b> |
|-------------------------------|-------------|------------------|------------------|---------------|
|                               |             |                  |                  |               |

## **Fiche 3**

### **Compétences administratives de la structure**

Fournir l'organigramme et la décrire

## Fiche 4

### Réglementations spécifiques à la structure ou à l'organisme

| Cycles de vie /<br>Conventions | Bâle                 |         | Stockholm            |         | Rotterdam            | MARPOL               |         |
|--------------------------------|----------------------|---------|----------------------|---------|----------------------|----------------------|---------|
|                                | Substances chimiques | Déchets | Substances chimiques | Déchets | Substances chimiques | Substances chimiques | Déchets |
| Import / Export                |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Production                     |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Transport                      |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Stockage                       |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Distribution                   |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Utilisation                    |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Destruction                    |                      |         |                      |         |                      |                      |         |
| Recyclage                      |                      |         |                      |         |                      |                      |         |

|   |   |
|---|---|
| 1 | Transposition en droit national de la convention Bâle                         |
| 2 | Transposition en droit national de la convention de Stockholm                 |
| 3 | Transposition en droit national de la convention de Rotterdam                 |
| 4 | Stockage et élimination des déchets MARPOL                                    |
| 5 | Réglementation sur le transport des déchets dangereux                         |
| 6 | Réglementation sur le stockage des déchets dangereux (installations classées) |
| 7 | Réglementation sur l'élimination des déchets dangereux                        |
| 8 | Réglementation sur l'Élimination des déchets MARPOL                           |
| 9 | Réglementation sur le recyclage des déchets dangereux                         |

Les **recommandations** déduites des travaux de l'atelier sont issues de la compilation des fiches remplies par les différentes institutions. Une matrice compilant ces résultats a été produite et présentée pour validation (retour de l'information) aux participants.

Dans la dernière colonne de cette matrice, trois couleurs ont été attribuées en fonction de la pertinence des questions :

- Couleur rouge : pertinence supérieure ou égale à 10,
- Couleur jaune ou orange : pertinence entre 5 et 10
- Couleur verte : pertinence entre 1 et 5

Cette matrice appelée **MATRICE SYNTHETIQUE D'EVALUATION GENERALE** est représentée en annexe 3.

## Recommandations

Les recommandations compilées sont listées ci-après :

1. Mutualiser et Harmoniser les textes juridiques existants en vue de créer un cadre juridique cohérent pour une gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et déchets dangereux
2. Renforcer les capacités d'intervention du comité national de gestion des substances chimiques et déchets dangereux
3. Favoriser la mise en place d'un guichet unique de gestion des déchets
4. Renforcer la synergie entre toutes les conventions relatives à la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et déchets dangereux
5. Renforcer la synergie d'actions entre tous les acteurs agissant dans la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et déchets dangereux
6. Favoriser une meilleure implication des ONG et la société civile dans la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et déchets dangereux
7. Renforcer les capacités des différents acteurs intervenant dans la gestion écologiquement rationnelle des substances chimiques et déchets dangereux
8. Elargir le projet aux autres acteurs non présents à cet atelier
9. Encourager chaque secteur d'activité impliqué dans la phase 1 du projet à collaborer efficacement à sa réussite en y apportant sa contribution
10. Créer ou améliorer les infrastructures analytiques des laboratoires pour une meilleure efficacité du contrôle des produits
11. Renforcer les capacités techniques et humaines des laboratoires d'analyses

## Perspectives

1. Disposer de tous les textes juridiques en matière de gestion des substances chimiques et déchets
2. Préparation de la phase 2 du projet
  - Présentation du rapport de la phase 1 de l'atelier et validation
  - Réponses aux lacunes et besoins identifiées dans la première phase
  - Renforcement des dispositions juridiques existantes

### LES CONSULTANTS

DRISS ZAKARYA

DIA MAMADOU

*Annexe 1*

*Groupes de participants*

GROUPE I

**GESTIONNAIRES DES CONVENTIONS**

1 Département Environnement : DSPR et DRC

2 Marine Marchande

3 Agriculture : ONSSA

4 Douanes

5 Santé épidémiologie

## GROUPE II

### **UTILISATEURS**

6 Ministère Industrie

7 Transport

8 Energie et mines

9 Cimentier APC/ECOVAL

10 Maroc Maintenance Environnement

GROUPE III :

**COMMUNICATION D'INFORMATION**

11 Santé Centre Anti poison

12 Laboratoire national Environnement

13 Observatoire National de l'Environnement

15 Département de l'eau

16 Office des changes (Statistiques)

17 Environnement réglementation

18 Service déchets et études d'impact

19 ONG SEEPOM



*Annexe 2*

**Liste des participants**

I

Royaume du Maroc  
\*\*\*\*\*

Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement  
chargé de l'Eau et de l'Environnement



Département de l'Environnement



CENTRE REGIONAL DE LA CONVENTION DE BAL  
POUR LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE  
CRCB - AF

Atelier sur la mise en œuvre des conventions internationales concernant les produits chimiques et déchets  
RABAT les 28 et 29 Décembre 2011

|    | Prénom et Nom              | Département       | Fonction                      | E-mail/ Tél/Fax                   | Emergence |
|----|----------------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-----------|
| 1) | Zakarya Driss              | EDIC              | Consultant                    | Zakaryadriss@                     | JC        |
| 2) | Chouaouki Prissam          | A P C             | chargé de missions            | chouaouki.prissam@yahoo.fr        |           |
| 3) | MATAOUI Dia                | SBC CRCB-AF       | Coordinateur Regional         | 0661305279<br>doradia132@yahoo.fr | JT        |
| 4) | ARHIZAF Zineaboulin        | SEEPOM            | Président                     | arhizafz@yahoo.fr                 |           |
| 5) | Meat Rachid<br>G. MOUADINE | O.N.E.M           | Administration                | memorat6@yahoo.fr                 |           |
| 6) | BENHIDJANE<br>JAWADI       | DRU/DCE           | Inspection des<br>inspections | benhidjane.jawadi@yahoo.fr        |           |
| 7) | Kettani Fetiche            | office de charges | chargée d'études              | kettani@e.gov.ma                  |           |
| 8) | Karrakhou Selma            | DSPR / DSP RES    | Cadre.                        | basalnia28@<br>gmail.com          |           |
| 9) | AZZAOUI Saïra              | '' '' ''          | ''                            | saïra.azzaoui@gmail.com           |           |

rel

II

Royaume du Maroc  
\*\*\*\*\*

Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement  
chargé de l'Eau et de l'Environnement



Département de l'Environnement



CENTRE REGIONAL DE LA CONVENTION DE BAL  
POUR LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE  
CRCB - AF

Atelier sur la mise en œuvre des conventions internationales concernant les produits chimiques et déchets  
RABAT les 28 et 29 Décembre 2011

T.O.

|     | Prénom et Nom         | Département        | Fonction                  | E-mail/ Tél/Fax             | Emergence |              |
|-----|-----------------------|--------------------|---------------------------|-----------------------------|-----------|--------------|
| 10/ | Najib Belmekki        | Environnement      | Cadre                     | najibe@yahoo.com            |           |              |
| 11/ | Kabriti Mohamed       | Environnement      | Cadre                     | mkabriti@gmail.com          |           |              |
| 12/ | HADDOUCHI<br>Mohammed | DSPCT /MET         | Cadre                     | m.haddouchi@gmail.com       |           |              |
| 13/ | Khalid MARGHA         | DSPR/Environnement | Chf Service<br>Prevention | margha.khalid@yahoo.fr      |           |              |
| 14/ | EL MENOUAR BISSAM     | DSPR/DGETN/SSD.    | Cadre                     | btissam.elmenouar@gmail.com |           | 0658436565   |
| 15/ | LAKHLIFI HAFSA        | DE                 | Cadre                     | lakhlifhafsaenv@yahoo.fr    |           | 066116801    |
| 16/ | Hind BADDAG           | OTVAL              | Directrice                | hind.baddag@protonmail.com  |           | 066117375    |
| 17/ | Aït-Moussa Labifa     | CAPM               | Ingenieur                 | aitmoussalabifa@gmail.com   |           | 066406948    |
| 18/ | Imane ZOUAD           | D. Environnement   | Cadre                     | zouad.imane@gmail.com       |           | 0659.90.19.1 |



Royaume du Maroc

\*\*\*\*\*

Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement chargé de l'Eau et de l'Environnement



Département de l'Environnement



CENTRE REGIONAL DE LA CONVENTION DE BALE POUR LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE CRCB - AF

Atelier sur la mise en œuvre des conventions internationales concernant les produits chimiques et déchets RABAT les 28 et 29 Décembre 2011

Tel

|    | Prénom et Nom       | Département                                | Fonction                     | E-mail/ Tél/Fax                     | Emergence |                        |
|----|---------------------|--|------------------------------|-------------------------------------|-----------|------------------------|
| 19 | Lemsiovi Amal       | D Environnement                            | Administrative               | lemsiovi.amal@gmail.com             |           | 06614064               |
| 20 | Samia YAHANI        | Ministère de l'Industrie du Commerce et NT | chef de service              | yamani@mainet.gov.ma                |           | 053769632              |
| 21 | DRISSI Amine        | DPPEI / SEI                                |                              | eamine@yahoo.fr                     |           | 067308092              |
| 22 | Omar ECHAfi         | Maroc Maintenance Environnement            | Gerant                       | ome @ me.ma                         |           | 0661420732             |
| 23 | Armed JAFAFI        | ONSSA/SHIC                                 | Ingénieur                    | Armedjaafari@yahoo.fr               |           | 053767661<br>066357568 |
| 24 | Abdelaziz ELHOJJAJI | Dept EAU/DAIE                              | Adm                          | elhojjaji@yahoo.fr                  |           | 06624226               |
| 25 | Rohanne BENZAHRA    | SEEF/DRC                                   | chef de service              | benzahrarohanne@gmail.com           |           | 0673081191             |
| 26 | Achiane Ait         | Direction des Ports                        | chef de réglementation Ports | 0660151725                          |           |                        |
| 27 | Fawah Bouqoutaha    | DE/OSPR/DSEI                               | chef de Division             | 0661317986                          |           |                        |
| 28 | Latifa lekfi        | DPPEI/DE                                   | chef Division                | 0537570637<br>lekfi.latifa@yahoo.fr |           |                        |

Royaume du Maroc

\*\*\*\*\*

Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement  
chargé de l'Eau et de l'Environnement



Département de l'Environnement



CENTRE REGIONAL DE LA CONVENTION DE BAMAKO  
POUR LES PAYS FRANCOPHONES D'AFRIQUE  
CRCB - AF

Atelier sur la mise en œuvre des conventions internationales concernant les produits chimiques et déchets  
RABAT les 28 et 29 Décembre 2011

|    | Prénom et Nom | Département                  | Fonction        | E-mail/ Tél/Fax                      | Emergence |
|----|---------------|------------------------------|-----------------|--------------------------------------|-----------|
| 29 | Skimane MALIK | SEEE/ Dpt Ewin               |                 | maliki13@hotmail.com                 |           |
| 30 | Siham TEJANI  | Santé / DELIT / SSE          |                 | stjani@hotmail.fr                    |           |
| 31 | Leïla KHABIR  | Dpt Energie et<br>Nucléaire  |                 | m.khabir@meu.gov.ma                  |           |
| 32 | KHADJAKHEFF   | Ministère de l'Environnement | chef de service | kheffacem@yahoo.fr<br>05-29-43-44-20 |           |
|    |               |                              |                 |                                      |           |
|    |               |                              |                 |                                      |           |
|    |               |                              |                 |                                      |           |
|    |               |                              |                 |                                      |           |
|    |               |                              |                 |                                      |           |

*Annexe 3*

**Matrice synthétique d'évaluation générale**

| LACUNES JURIDIQUES, BESOINS, RENFORCEMENT DE CAPACITES / STRUCTURES                                    | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | TOTAL |  |  |
|--|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|-------|--|--|
| <b>LACUNES JURIDIQUES</b>  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |       |  |  |
| Absence de plans régionaux de gestion des déchets médicaux et pharmaceutiques                          | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1  | 1  | 1  |    |    | 1  |    |    | 1  |    | 1  | 8,0   |  |  |
| Les decrets d'application (BALE, STOCKHLOM, ROTTERDAM) ne sont pas publiés ou pas élaborés             | 1 | 1 |   |   |   | 1 |   |   | 1 | 1  | 1  | 1  |    |    | 1  |    |    | 1  |    | 1  | 10,0  |  |  |
| Absence de textes d'application du principe Pollueur-Payeur pour les déchets                           | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   | 1 | 1  |    | 1  |    |    | 1  |    |    | 1  |    | 1  | 8,0   |  |  |
| Manque de mutualisation des textes existants   | 1 |   |   |   |   | 1 |   | 1 | 1 | 1  | 1  | 1  |    |    | 1  |    |    | 1  |    | 1  | 10,0  |  |  |
| Manque d'arrêtés pour la mise en œuvre des textes juridiques   | 1 |   |   |   | 1 |   |   |   | 1 | 1  |    | 1  |    |    | 1  |    |    | 1  |    | 1  | 8,0   |  |  |
| Absence d'un programme de gestion des déchets  | 1 |   |   |   | 1 |   |   |   | 1 | 1  |    | 1  |    |    |    |    |    | 1  |    | 1  | 7,0   |  |  |
| Absence d'institutionnalisation d'un Comité relatif à la sécurité des produits chimiques industriels   |   |   |   |   |   | 1 |   |   |   |    | 1  | 1  |    |    |    |    |    |    |    | 1  | 4,0   |  |  |
| Absence d'une stratégie de valorisation des portefeuilles carbone                                      |   |   |   |   |   | 1 |   | 1 |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    | 1  |    | 3,0   |  |  |
| Faible synergie dans la mise en œuvre des conventions  | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |   | 1 |   |    | 1  | 1  | 1  |    | 1  | 1  |    | 1  | 1  | 1  | 15,0  |  |  |
| Inexistence des textes législatifs sur les produits bio  |   |   |   |   | 1 |   |   |   |   |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    |    | 1,0   |  |  |
| Insuffisance de la police de l'environnement au niveau national et régional et les textes y afférents, | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1  |    | 1  |    |    |    |    |    |    |    | 1  | 5,0   |  |  |

|   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |      |  |  |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|------|--|--|
| Faible taux de transcription des conventions en droit national                                    | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |   | 1 | 1 |   | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 16,0 |  |  |
| Absence de réglementation spécifique sur la gestion des déchets contenant des métaux lourds       |   |   |   | 1 | 1 | 1 |   | 1 | 1 |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   | 7,0  |  |  |
| Absence de coordination entre les intervenants dans la gestion des déchets MARPOL                 | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   | 1 |   |   |   | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 | 1 | 7,0  |  |  |
| Absence d'Arrêté sur les Organochlorés  |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   | 1,0  |  |  |
| Absence d'agrément des opérateurs de transport des déchets dangereux et non dangereux             | 1 |   |   |   |   |   | 1 |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 |   | 1 | 6,0  |  |  |
| Mise en place d'un centre de recherche et développement sur les produits chimiques                |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |      |  |  |
| Absence d'agrément des plateformes d'exploitation et de traitement des déchets                    | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 |   | 1 | 5,0  |  |  |
| <b>BESOINS</b>  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |      |  |  |
|   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   | 0,0  |  |  |
| Elaboration de plans régionaux de gestion des déchets médicaux et pharmaceutiques                 | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |   | 1 | 8,0  |  |  |
| Elaboration et application des decrets d'application (BALE, STOCKHLOM, ROTTERDAM) ne sont pas pub | 1 | 1 |   |   |   | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |   | 1 | 10,0 |  |  |
| Mise en place des modalités du principe Pollueur-Payeur pour les déchets                          | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |   | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |   | 1 | 8,0  |  |  |
| Mutualisation des textes existants  | 1 |   |   |   |   | 1 |   | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |   | 1 | 10,0 |  |  |
| Elaboration d'arrêtés pour la mise en œuvre des textes juridiques                                 | 1 |   |   |   | 1 |   |   |   | 1 | 1 |   | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 |   | 1 | 8,0  |  |  |

|  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |      |  |
|--|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|------|--|
| Elaboration d'un programme de de gestion des déchets   | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 | 1 |   | 1 |   |   |   | 1 | 1 |  | 7,0  |  |
| Activer l'institutionnalisation du Comité de sécurité sur les produits chimiques                     |   |   |   | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 |   |   |   |   | 1 |  | 4,0  |  |
| Promulgation de textes législatifs sur les produits bio  |   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  | 1,0  |  |
| Transcription des conventions en droit national  | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |  | 16,0 |  |
| Mise en place d'une réglementation spécifique sur la gestion des déchets contenant des métaux lourds |   |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |   |   |   |   |   |  | 7,0  |  |
| Renforcement de coordination entre les intervenants dans la gestion des déchets MARPOL               | 1 | 1 |   |   |   |   | 1 |   |   |   | 1 |   |   | 1 | 1 |  | 7,0  |  |
| Elaboration d'Arrêtés sur les Organochlorés  |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  | 1,0  |  |
| Mise en place d'agrément des opérateurs de transport des déchets dangereux et non dangereux          | 1 |   |   |   | 1 | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 6,0  |  |
| Mise en place d'agrément des plateformes d'exploitation et de traitement des déchets                 | 1 |   |   |   |   |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 5,0  |  |
| Mise en place d'un guichet unique pour la gestion des déchets rattaché à un ministère                | 1 |   |   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 4,0  |  |
| Renforcement des capacités d'analyse des laboratoires de contrôle                                    |   |   |   | 1 | 1 |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |  | 3,0  |  |
| Renforcement des capacités techniques et équipements pour l'Analyse des résidus de pesticides        | 1 | 1 |   |   |   |   | 1 | 1 | 1 |   | 1 |   |   | 1 |   |  | 7,0  |  |
| Mise en place d'un centre de recyclage et de traitement des déchets industriels dangereux            | 1 |   |   |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 5,0  |  |
| Mise en place d'un centre de gestion des déchets électroniques                                       | 1 |   |   |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 5,0  |  |
| Mise en place d'un système de tracking des navires transportant des déchets                          |   |   |   |   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 3,0  |  |
| Réviser le système harmonisé pour l'étiquetage des produits chimiques                                | 1 | 1 | 1 |   | 1 | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 |   |  | 6,0  |  |
| Mise en place d'une politique d'information environnementale efficace                                | 1 |   |   |   | 1 | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 |  | 9,0  |  |
| Renforcement des capacités de traitement des déchets hospitaliers et pharmaceutiques                 | 1 |   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   | 1 | 1 |  | 4,0  |  |
| Révision du profil national chimique   | 1 | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 | 1 |  | 10,0 |  |
| Favoriser la synergie entre les conventions de Bâle et de Rotterdam                                  | 1 |   | 1 |   | 1 | 1 |   | 1 |   |   |   | 1 |   | 1 |   |  | 7,0  |  |
| Extension des prérogatives de la convention de Bâle aux déchets du milieu marin côtier               | 1 |   |   |   |   |   | 1 | 1 |   |   | 1 |   |   | 1 | 1 |  | 6,0  |  |
| Surveillance renforcée sur le trafic illicite des substances et déchets dangereux                    | 1 |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   | 1 |   |   | 1 | 1 |  | 5,0  |  |
| Mise en place d'organisme intervenant pour l'élimination des déchets MARPOL                          | 1 | 1 |   |   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   | 1 |   |  | 4,0  |  |
| Définition du transport des déchets dangereux dans la loi 30.05                                      | 1 |   | 1 |   |   | 1 | 1 | 1 |   |   |   |   |   | 1 |   |  | 6,0  |  |
| Revision de la réglementation sur les pesticides   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  | 1,0  |  |
| Mise en place d'un texte sur les résidus de pesticides   |   |   | 1 |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  | 1,0  |  |
| Mise en place d'un centre de recherche et développement sur les produits chimiques                   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  | 1,0  |  |